

Passation électronique des marchés publics

Le recours aux technologies numériques dans le secteur public est un facteur d'efficacité, et il favorise une bonne mise en œuvre et un bon suivi de l'action publique en ouvrant la voie à une administration plus ouverte, innovante et digne de confiance. En particulier, la passation électronique des marchés publics permet de réaliser des économies en termes de coût et de temps grâce à l'automatisation et à la standardisation du processus ; elle permet également d'améliorer la transparence et la responsabilité au sein du système de passation des marchés.

Conscients des avantages liés à la passation électronique des marchés publics, les pays procèdent à une numérisation progressive des processus de passation des marchés. Chaque pays de l'OCDE étudié s'est doté de systèmes de passation électronique des marchés publics, souvent sous la forme d'une plateforme centrale couplée à des systèmes de passation électronique de marchés propres à certaines entités adjudicatrices. Cela étant, les fonctionnalités de ces systèmes varient considérablement selon les pays. Les systèmes de passation électronique des marchés publics sont le plus souvent utilisés pour publier et stocker des données relatives aux marchés publics. À l'exception de la Suède, tous les pays étudiés (29 pays) annoncent les appels d'offres et les attributions de marchés via leurs systèmes nationaux centraux de passation électronique des marchés publics. Les dossiers d'appel d'offres sont également accessibles au moyen de ces systèmes dans presque tous les pays de l'OCDE (26 pays), à l'exception du Danemark, de la Pologne et de la Suède, où ils sont publiés sur les systèmes propres à certaines entités adjudicatrices. Dans la moitié environ des pays de l'OCDE (15 pays), les entités adjudicatrices à l'échelon infranational ont aussi recours aux systèmes centraux de passation électronique des marchés.

Les pays sont moins nombreux à proposer des fonctionnalités portant sur les aspects transactionnels de la passation des marchés publics. Dans 21 pays, les plateformes centrales nationales de passation électronique des marchés permettent la soumission électronique des offres ; en revanche, les pays sont beaucoup moins nombreux à permettre des opérations en ligne pour les enchères inversées (11 pays), la transmission des factures (10 pays) et les catalogues (11 pays). Plusieurs pays se préparent néanmoins à mettre en place des fonctionnalités supplémentaires. Ainsi, le Canada, Israël et la Slovaquie prévoient d'instaurer la soumission électronique des offres dans les années à venir.

L'intégration des systèmes de passation électronique des marchés publics aux autres systèmes d'administration électronique n'est pas encore une pratique répandue dans les pays de l'OCDE. Une intégration des marchés publics aux processus généraux de gestion des finances publiques, de budgétisation et de prestation des services publics pourrait contribuer fortement à un meilleur usage des ressources publiques en améliorant la transmission de l'information, la standardisation et l'automatisation ; une telle intégration pourrait aussi contribuer à renforcer la responsabilité. Les systèmes de passation électronique des marchés publics

peuvent aussi appuyer et faciliter l'établissement d'un lien entre les marchés publics et d'autres systèmes fondés sur des technologies d'administration ouverte. Dans les pays de l'OCDE, c'est aux registres du commerce (8 pays), aux registres fiscaux (7 pays), aux systèmes de budgétisation (6) et aux bases de données de sécurité sociale (6 pays) que les systèmes de passation électronique des marchés publics sont le plus souvent intégrés. L'intégration des mécanismes de passation électronique des marchés publics aux autres systèmes d'administration électronique est inscrite au programme d'action de plusieurs pays tels que la Finlande ou la Pologne.

Méthodologie et définitions

Les données ont été rassemblées dans le cadre de l'Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics, qui était axée sur l'utilisation stratégique des marchés publics, la passation électronique des marchés publics, les centrales d'achat publiques, la passation de marchés publics aux échelons infranationaux et les projets d'infrastructures. Au total, 30 pays de l'OCDE ont participé à l'enquête, ainsi que 3 pays candidats à l'adhésion à l'OCDE (Colombie, Costa Rica et Lituanie) et l'Inde, partenaire clé de l'OCDE. Les réponses ont été fournies par des délégués nationaux chargés des politiques de passation des marchés publics au sein de l'administration centrale et de hauts responsables de centrales d'achat publiques.

La « passation électronique des marchés publics » désigne l'intégration de technologies numériques en vue du remplacement ou de la refonte des procédures effectuées sur support papier tout au long du cycle de passation des marchés publics.

Le « cycle de passation des marchés publics » désigne la succession d'activités liées aux marchés publics, depuis l'évaluation des besoins jusqu'au paiement et à la gestion des marchés, en passant par la mise en concurrence et l'attribution des marchés, ainsi que toute activité ultérieure de suivi ou d'audit.

Pour en savoir plus

OCDE (2016), « The Korean Public Procurement Service: Innovating for Effectiveness », *Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique*, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249431-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

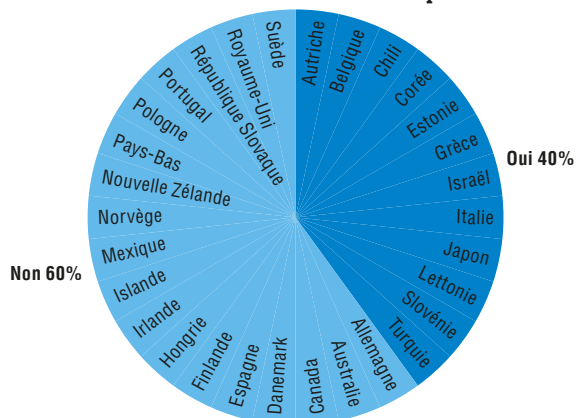
9.7 Existence de fonctionnalités de passation électronique des marchés publics

	Publication des appels d'offres	Communication des dossiers d'appel d'offres	Soumission électronique des offres	Enchères inversées électroniques	Notification de l'attribution des marchés	Transmission électronique des factures	Catalogues en ligne
Allemagne	●♦	●♦	●♦	○	●♦	○	○
Australie	●♦	●♦	●♦	○	●	○	○
Autriche	●♦	●♦	●♦	♦	●	●	♦
Belgique	●	●	●	●	●	♦	●
Canada	●	●	○	○	●	♦	♦
Chili	●	●	●	○	●	○	●
Corée	●	●	●	○	●	●	●
Danemark	●♦	♦	●♦	♦	●♦	●♦	○
Espagne	●	●	●	○	●	●	●
Estonie	●♦	●♦	●	●	●	♦	○
Finlande	●	●	●	●	●	●	♦
Grèce	●	●	●	●	●	○	○
Hongrie	●	●	○	○	●	○	○
Irlande	●	●	●	○	●	○	○
Islande	●	●	○	○	●	●	○
Israël	●♦	●♦	○	●	●	●	○
Italie	●♦	●♦	●♦	♦	●♦	●	●
Japon	●♦	●♦	●♦	○	●♦	●♦	●♦
Lettonie	●♦	●♦	●	○	●♦	○	○
Mexique	●	●	●	●	●	○	○
Norvège	●	●	♦	○	●	♦	♦
Nouvelle Zélande	●	●	●	●	●	♦	●
Pays-Bas	●	●	●	○	●	○	●
Pologne	●	♦	○	●	●	○	●
Portugal	●	●	●	●	●	○	●
République Slovaque	●	●	●	●	●	○	○
Royaume-Uni	●	♦	♦	♦	●	♦	♦
Slovénie	●	●	○	●	●	●	●
Suède	♦	♦	♦	♦	♦	♦	○
Turquie	●	●	●	○	●	○	○
Total OCDE							
● Dans un système central national de passation électronique des marchés publics	29	26	21	11	29	10	11
♦ Uniquement dans les systèmes de passation électronique des marchés publics propres à certaines entités adjudicatrices	1	4	3	5	1	7	5
○ Non	0	0	6	14	0	13	14
Colombie	●	●	●	○	●	●	●
Costa Rica	●	●	●	●	●	●	●
Inde	●♦	●♦	●♦	●♦	●	○	♦
Lituanie	●	●	●	●	●	●	♦


Source: Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539477>

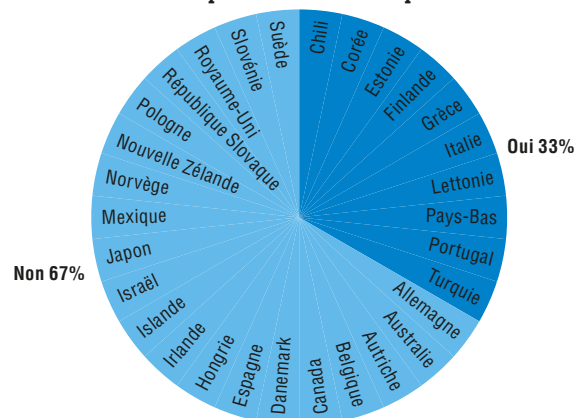
9.8. Intégration du système de passation électronique des marchés publics à d'autres technologies d'administration électronique




Source: Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539496>

9.9. Mesure des gains d'efficacité résultant de l'utilisation de systèmes de passation électronique des marchés publics



Source: Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539515>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Passation électronique des marchés publics », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-61-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.